

**Assemblée générale**

Distr. générale  
26 novembre 2001  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-sixième session****Troisième Commission**

Point 114 de l'ordre du jour

**Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies  
pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,  
aux rapatriés et aux personnes déplacées  
et questions humanitaires**

**Lettre datée du 26 novembre 2001, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la République populaire démocratique de Corée  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration publiée le 26 novembre 2001 par la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies au sujet du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/56/12) qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session au titre du point 114 de l'ordre du jour (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 114 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) **Kim Chang Guk**



**Annexe à la lettre datée du 26 novembre 2001  
adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente de la République populaire  
démocratique de Corée auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Déclaration publiée à New York le 26 novembre 2001  
par la Mission permanente de la République populaire  
démocratique de Corée auprès de l'Organisation  
des Nations Unies au sujet du rapport du Haut Commissaire  
des Nations Unies pour les réfugiés**

La Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée se réfère au paragraphe 66 du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, 2000 (A/56/12), qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session au titre du point 114 de l'ordre du jour, pour en contester le contenu en ce qu'il donne à penser qu'il y a des réfugiés de la République populaire démocratique de Corée dans les provinces du nord-est de la République populaire de Chine.

Comme l'a déclaré le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée en plusieurs occasions, il n'y a pas de « problème de réfugiés » entre la République populaire démocratique de Corée et la République populaire de Chine.

Du fait de la domination coloniale qu'a jadis exercée le Japon sur la Corée, de nombreux Coréens vivent dans le nord-est de la République populaire de Chine et il est exact que de nombreux compatriotes coréens franchissent régulièrement la frontière entre les deux pays pour visiter leur ville natale et leurs parents dans le cadre d'une procédure officielle. Il est scandaleux d'appeler ces voyageurs des « réfugiés ».

Le Gouvernement de la République populaire de Chine a également, de son côté, déclaré et confirmé en plusieurs occasions que si un petit nombre de personnes franchissent parfois illégalement la frontière, il n'y a pas de « problème de réfugiés » entre la République populaire de Chine et la République populaire démocratique de Corée.

Le prétendu « problème de réfugiés » a été imaginé par les forces hostiles à la République démocratique populaire de Corée qui voient avec regret le nord et le sud de la Corée se réconcilier et se réunifier.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a déjà une fois par le passé adopté une position biaisée au sujet des personnes franchissant illégalement la frontière, qui ne relève pas de son mandat ni de ses attributions, risquant ainsi, sans le vouloir, de créer un obstacle au processus de réconciliation et de susciter de l'hostilité entre le nord et le sud de la Corée.

La Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée déclare que la référence inappropriée à la République populaire démocratique de

Corée que fait le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés dans son rapport à l'Assemblée générale doit être perçue comme politiquement motivée et manquant de l'impartialité qui devrait être celle de toute organisation internationale.

---